

Santé mentale

Lancement d'une campagne nationale

●●● *Accepter les différences, ça vaut aussi pour les troubles psychiques. Voilà une des phrases clés de la campagne nationale sur la santé mentale initiée par des professionnels et des élus afin de faire évoluer les préjugés. Un comité présentait récemment à l'hôpital psychiatrique de Rouffach les enjeux de la campagne.*

Ils sont quatre: la Fédération nationale des associations de patients en psychiatrie; l'Union nationale des amis et familles de maladies psychiques; l'Association des maires de France, et le centre collaborateur de l'OMS (*) de Lille.

Quatre à vouloir faire en sorte que la maladie mentale soit enfin considérée comme une maladie, au même titre que le diabète ou le cholestérol, à cette différence qu'il s'agit d'une maladie du cerveau. «*Bien souvent, on dit des malades: ils sont fous, ils sont paresseux, ils feraient bien de se secouer un peu... Or, il s'agit d'un problème de méconnaissance des maladies mentales, lesquelles peuvent se traduire par des*

troubles anxieux, des troubles de l'humeur, par des troubles psychotiques... Et comme toute autre maladie du cerveau, elles ne résultent pas d'un échec personnel et se soignent», explique le docteur Yann Hodé, psychiatre à l'hôpital de Rouffach.

Affiches, conférences, expositions...

Concrètement, 5 000 affiches sur la maladie mentale vont être distribuées dans la région Alsace (équitablement réparties dans le Haut-Rhin et dans le Bas-Rhin). A partir de 2006, des conférences vont être organisées dans des lieux publics, des expositions vont être présentées et des sessions de formation vont être mises en place en direction de l'Education nationale, de la police et des services sociaux.

Pour les acteurs de cette campagne, la première de cette envergure dans le domaine de la santé mentale, il y a urgence: «*Le seul moyen de changer le regard des gens est de les informer*», explique Antoine Fabian, maire de Roderen, qui représente en l'occurrence l'Association des maires de France.

La présence des élus dans une telle campagne a quel-

que chose d'inattendu, et pourtant: leaders d'opinions, les élus pourront jouer de leur rôle de vecteur de communication pour relayer l'information.

Les enjeux de cette campagne sont autant humains qu'économiques: en France, 20% des dépenses de santé concernent directement la psychiatrie. La campagne permettra de détecter plus précocement les maladies mentales et donc de les traiter plus rapidement. Le coût de la campagne reste mineur: «*On fait avec les moyens et les connaissances dont on dispose; les collectivités mettront leurs infrastructures à disposition, les responsables associatifs et les familles feront part de leurs témoignages*», souligne Antoine Fabian.

Un progrès, pour Annick Bouissac et Nathalie Prunier, respectivement présidente d'Autisme Alsace, et membre de la direction collégiale de Schizo Espoir: «*On en a assez de voir ces maladies associées à la rubrique des faits divers*», confie la première. «*Il faut sortir les familles de l'isolement et de la honte*», déclare la seconde.

Virginie Pruvot

(*) OMS: *Organisation mondiale de la santé.*